



Archives communistes (mlm)

POUR LA PAIX! POUR LA DISSOLUTION DES LIGUES! POUR LA RETRAITE AUX «VIEUX»

(Procès-verbal de la séance du Bureau politique)

Le Bureau politique a tenu séance jeudi matin 25 mars sous la présidence de François Billoux, député de Marseille, retour d'Espagne.

Il s'est préoccupé de la grave menace contre la paix que constituent les déclarations faites au nom du dictateur italien par M. Grandi, ambassadeur à Londres.

Ainsi se vérifie le danger que fait courir à la paix et à la sécurité de la France, la politique de blocus de l'Espagne républicaine, pratiquée en dépit des avertissements donnés par les Communistes soucieux de la sauvegarde des foyers français.

Le Bureau politique demande une action immédiate et énergique de la France pour obtenir le retrait des troupes fascistes envoyées en Espagne. Il demande la cessation du blocus et le rétablissement de la liberté de commerce avec le gouvernement légal de l'Espagne.

Pour garantir une politique conforme aux intérêts de la paix et de la France, il est urgent que soient écartés du Quai d'Orsay les hauts fonctionnaires lavaliers comme M. Léger, dont la mission est de nuire à la politique de paix voulue par le peuple de France.

Le Parti communiste soutiendra l'action du comité d'aide au peuple d'Espagne pour secourir les populations civiles, et notamment les enfants qu'il faut soustraire au massacre et aux horreurs de la guerre.

La dissolution des ligues de guerre civile

Le débat parlementaire qui s'est institué à la suite des douloureux événements de Clichy a établi les responsabilités et le caractère de préparation à la guerre civile du Parti Social Français et du Parti Populaire Français.

Le camarade Léon Blum au cours de son intervention, en déclarant que « le Parti Social Français n'est pas autre chose que la reconstitution sous un autre nom des associations croix de feu dissoutes », a montré la nécessité de la dissolution de ce soi-disant parti.

Le Bureau politique partage l'opinion exprimée par maintes organisations (syndicats, sections communistes et socialistes, etc.) qui réclament la dissolution des ligues factieuses et s'étonnent qu'aucune mesure efficace ne soit encore prise à ce sujet, alors qu'on interdit des comptes rendus de mandat de députés sous le prétexte que des ligues qui devraient être dissoutes, auraient manifesté

l'intention de tenir, au même moment, une réunion dans la localité.

Les revendications des classes laborieuses

Le Bureau politique s'est réjoui des résultats heureux obtenus par de nombreux syndicats par le rajustement des salaires, rajustement indispensable en raison de la hausse du coût de la vie.

Le problème locatif a aussi retenu l'attention du bureau politique en rapport avec la menace de retour pur et simple au droit commun.

Si l'on tient compte des indices de la construction, on constate la gravité de la crise que traverse l'industrie du bâtiment, l'absence de capitaux s'engageant dans la construction, ce qui n'est pas complètement étranger à l'action pernicieuse exercée par la toute-puissante Chambre syndicale de la grosse propriété bâtie que préside M. Truitié de Vareux.

Cela pose une grave question sociale. La défense de la famille et le soutien de l'enfance, la protection de la santé publique exigent un effort rationnel pour la construction de logements sains, bien aérés et à bon marché, et la destruction des immondes îlots insalubres. Cet effort ne peut être sérieusement entrepris sans le concours des collectivités publiques, en premier lieu de l'Etat.

Le Bureau politique adresse ses félicitations à tout le personnel de *l'Humanité* (rédacteurs, administrateurs, imprimeurs, etc.) qui, au lendemain de la nuit tragique de Clichy, sous la direction de Marcel Cachin et de Vaillant-Couturier, rédacteur en chef, ont accompli un gros effort. Le Bureau politique est heureux de porter à la connaissance de tout le Parti que le tirage moyen de l'Humanité au cours de la semaine écoulée a atteint le chiffre de 575.000 numéros.

L'Humanité est au troisième rang des grands quotidiens du matin, et au premier rang des journaux de Front populaire.

En outre, les effectifs du Parti, en constante progression, atteignent à ce jour 302.976 membres.

En ce qui concerne les chômeurs, le rajustement de leur allocation s'impose également et il serait souhaitable, après le vote émis par le Conseil général de la Seine en faveur d'une augmentation de 2 francs par jour, avec participation de l'Etat, que le gouvernement prenne la décision attendue par les malheureux sans-travail.

Le Bureau politique estime qu'à la reprise des travaux parlementaires, il devrait être examiné par le parlement, toute affaire cessante, l'institution de la retraite aux vieux travailleurs et les revendications essentielles du petit commerce (billets de fonds, loyers, propriété commerciale, dettes civiles et commerciales, etc.).